

1/ blog-universitas.fr – Comptez-vous conserver ou remettre en cause la loi LRU sur l'autonomie des universités ? Quel bilan en faites-vous ? Le cas échéant, sur quels points l'aménageriez-vous ?

François Hollande – Dans la loi LRU je vois d'abord un principe, celui de l'autonomie, qui est une bonne chose et qui découle logiquement de l'histoire et du rôle de l'université dans notre pays. Mais cette loi a un bilan très contrasté - elle concentre beaucoup de pouvoir dans les mains du président d'université, et ne permet pas de réelle collégialité des décisions alors que de nombreux domaines l'exigent. Il faut introduire cette concertation avec les syndicats en particulier pour avoir une université autonome et souveraine.

Un aménagement devra également avoir lieu pour rompre avec l'inacceptable mise en concurrence des universités. La coopération entre les pôles est capitale, elle permet un équilibre républicain de l'enseignement sur le territoire et doit lutter contre les antagonismes qui menacent la qualité de notre université.

Ce lien entre les universités et leur territoire est essentiel, il devra être renforcé. L'université doit s'inscrire pleinement dans les enjeux propres à son bassin de vie. Il est aujourd'hui primordial que les chercheurs soient incités à apporter leur expertise, leur savoir mais aussi leurs outils méthodologiques au service du développement de leur territoire.

Une concertation devra d'ailleurs être menée entre les universités, les entreprises, les collectivités territoriales et les associations dans chaque bassin d'emploi afin de garantir au cours de la dernière année de diplôme, par exemple, une expérience professionnelle en complément de leur formation et cohérente avec leurs aspirations, la filière suivie ainsi que les potentiels d'emploi et de débouchés sur le territoire.

Contrairement aux IUT et aux BTS, l'université n'a pas pour vocation d'assurer l'employabilité à court terme de ses étudiants. Néanmoins, elle doit leur permettre de toucher du doigt la réalité du monde professionnel en leur garantissant une première expérience de qualité dans l'emploi.

C'est par cette synergie entre le monde universitaire, les entreprises et les collectivités territoriales que la France trouvera de nouveaux leviers de développement, d'innovation et de progrès.

2/ blog-universitas.fr – Faut-il poursuivre, et sous quelles formes, les regroupements universitaires au sein des Pôles de recherche et d'enseignement supérieur ?

François Hollande – Les rapprochements entre universités mais aussi entre universités et grandes écoles sont nécessaires. Mais là encore, il faudra faire un bilan de ce qui a été mis en place. Les PRES ne doivent pas être une solution fourre-tout et risquer de n'être qu'une coquille vide. C'est une organisation qui demande une appropriation forte du système, et elle devra être examinée avec attention.

3/ blog-universitas.fr – Quels moyens financiers supplémentaires mobiliseriez-vous pour l'université ? Comment les financeriez-vous et comptez-vous poursuivre la politique d'emprunt en faveur de l'enseignement supérieur (les « investissements d'avenir ») ?

François Hollande – L'université, comme l'école primaire, doit faire partie des secteurs où les moyens sont sanctuarisés et il faudra en allouer de nouveaux de façon progressive sur le quinquennat. A raison de 12 000 créations de postes par an j'entends rompre avec le démantèlement entrepris par la droite et ses idéologies comptables.

Le taux d'échec en premier cycle d'université est insupportable. Il faudra donc en revoir l'organisation pour assurer un meilleur suivi des élèves et de leur orientation. Sait-on que faute de places suffisantes en IUT et BTS, les élèves issus des filières technologiques et professionnelles sont respectivement 70 % et 90 % à échouer en premier cycle d'université?

Le paradoxe du système actuel tient au fait qu'il offre les meilleures garanties de réussite aux étudiants qui en ont le moins besoin. A niveau égal, un étudiant aura bien plus de chances de réussir en IUT ou en «classe prépa» où il sera bien encadré plutôt qu'à l'université. Il est donc impératif de redonner une cohérence d'ensemble, chaque filière devant être recentrée sur sa vocation particulière et son propre vivier de recrutement. Je propose pour ma part de garantir un minimum de 50 % des places disponibles en IUT et BTS pour les élèves issus des filières technologiques et professionnelles.

En outre, un renforcement de l'encadrement pédagogique en premier cycle sera nécessaire, notamment pour les élèves les plus fragiles.

4/ blog-universitas.fr – Comptez-vous remettre en question la réforme de la formation des enseignants du secondaire ?

François Hollande – La réforme de la « mastérisation » était un échec annoncé. Au début de cette année, le président de la République a d'ailleurs lui-même appelé « à la réouverture du chantier de la formation des enseignants », reconnaissant bien tardivement les conséquences désastreuses de sa propre politique éducative. Précipitée et bâclée, cette réforme aura en réalité poursuivi un objectif uniquement comptable : supprimer l'année payée de formation en alternance des professeurs débutants et ainsi réaliser des économies.

Suite au gâchis de la mastérisation, les conditions d'entrée dans le métier ont été considérablement dégradées, entraînant une véritable démobilité des plus jeunes professeurs si bien qu'on déplore 20 % d'inscrits en moins à l'entrée du concours 2011.

Comment peut-on accepter que des milliers de jeunes qui ont fait le choix d'exercer l'un des plus beaux métiers du monde mais aussi l'un des plus difficiles, se retrouvent livrés à eux-mêmes au moment de leur première rentrée scolaire? C'est indigne du modèle républicain cher à notre pays et à son histoire.

Enseigner, ça ne s'improvise pas. C'est un métier qui s'apprend. C'est pourquoi je réfléchis à la création d'écoles régionales pour donner aux enseignants une formation à la hauteur de leur mission. Je favoriserai avec les acteurs concernés la simultanéité d'un parcours professionnalisant et disciplinaire, et je rétablirai également un parcours de formation continue qui fait cruellement défaut aujourd'hui.

J'encourage donc tous les étudiants désireux d'enseigner, de transmettre, à se préparer aux concours. Si je suis élu en 2012, de nombreux postes leur seront ouverts et ils bénéficieront d'une formation pour s'y préparer.

5/ blog-universitas.fr – Estimez-vous nécessaire, comme le Front de gauche, de mettre un terme aux activités de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) ?

François Hollande – La logique strictement comptable de l'évaluation de la recherche est absurde. Elle est malheureusement en phase avec toute la politique d'éducation du gouvernement de M. Sarkozy à laquelle il faudra mettre fin. Toute politique d'évaluation doit être décidée en concertation avec les acteurs concernée et doit être un mouvement d'incitation, souffle qui manque à toute politique qui ne repose que sur du chiffre et de la quantification.

6/ blog-universitas.fr – Que pensez-vous de la proposition de Terra Nova de relever les frais d'inscription des étudiants pour financer l'université ? Quelles mesures également préconisées par Terra Nova (allocation d'autonomie de 500 euros par mois pour tous les étudiants, suppression des cours en amphithéâtre, réduction de moitié des places dans les grandes écoles, sélection des étudiants à l'entrée en master...) reprendriez-vous à votre compte ?

François Hollande – Le projet du Parti socialiste comprend une allocation d'autonomie qui devra être sous condition de ressources pour avoir un impact social juste. Il s'agit de refondre et d'améliorer le système actuel de bourses pour donner davantage à ceux qui en ont le plus besoin. Je fais une proposition supplémentaire: dans le cas de certaines filières présentant un intérêt stratégique pour le pays et garantissant des débouchés en matière d'emploi mais qui ne parviendraient pas à attirer suffisamment d'étudiants, des bourses spécifiques, complémentaire de l'allocation d'autonomie prévue dans le projet socialiste, seront attribuées à celles et ceux qui feraient le choix de les suivre.

Quant à la sélection en master, je pense en effet qu'il faudra revoir l'organisation du cursus universitaire. Les trois premières années, davantage tournées vers la pluridisciplinarité, devront permettre aux étudiants de peaufiner leur orientation (ou leur insertion professionnelle dans le cadre de parcours courts) et les deux suivantes devront être celles de la spécialisation et de la préparation à l'entrée dans la vie active.

Par exemple, la sélection qui s'opère aujourd'hui entre le Master 1 et le Master 2 est absurde et donc inadaptée. Elle doit avoir lieu au moment de l'entrée en 1ère année de Master pour marquer ainsi le changement de cycle qu'elle représente réellement.

7/ blog-universitas.fr – Comment comptez-vous développer le logement étudiant ? Quels moyens supplémentaires mettriez-vous en œuvre ?

François Hollande – Les étudiants sont une population particulièrement fragile face aux questions de logement. Notre politique doit donc les protéger et leur permettre d'accéder à un logement afin d'étudier dans de bonnes conditions. Elle comprendra une augmentation significative des places en résidences universitaires qui ne sont proposées qu'à un étudiant sur 13 aujourd'hui. L'accès au logement social des étudiants devra également être amélioré, ils y ont toute leur place. Enfin, nous développerons les systèmes de cautionnement solidaires garantis par l'Etat ou les collectivités territoriales. Je considère qu'il doit toujours y avoir un organisme intermédiaire entre le propriétaire et le locataire afin d'assurer la caution et la garantie du locataire.

blog-universitas.fr : ET POUR FINIR, si vous êtes élu(e) en 2012 président(e) de la République, quelle serait votre première décision concernant l'enseignement supérieur ?

François Hollande – Je lancerai une concertation avec l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur pour établir un bilan complet et préparer les réformes qui devront être portées par tous. Les mesures que nous pourrions prendre, aussi ambitieuses soient-elles, n'auront pas les effets espérés si elles ne sont pas le fruit d'un travail collectif, d'une concertation et d'un débat contradictoire qui doivent permettre d'établir une hiérarchie entre les priorités pour les cinq ans à venir et au-delà.

Plus encore que des moyens supplémentaires, le monde universitaire a besoin de confiance et d'ambition collective. Gouverner autrement, réformer par la concertation, tel sera l'un des éléments majeurs de différenciation avec le candidat sortant. ■